

Opinion

Un collectif de professeurs de latin et de grec dans l'enseignement secondaire et à l'UCLouvain (*)

■ Le grec forme des esprits capables de précision, de nuance et de distance critique. Bien plus qu'une matière scolaire, il est une clef d'accès à ce que nous sommes collectivement.

seule employabilité? Ou croyons-nous encore que l'école doit former des citoyens capables de penser, de douter, de comprendre ce qui les entoure? Le grec, dans cette perspective, n'est pas une lubie passéiste: il est un rempart contre la simplification, contre l'amnésie culturelle, contre l'immédiateté qui envahit tout; son étude permet ainsi de développer l'esprit critique dont l'humanité a tant besoin à l'heure où les intelligences artificielles nous mettent sans cesse sous les yeux des solutions vraisemblables qu'il convient d'analyser avec rigueur.

Refuser cette langue, c'est céder à une conception appauvrie du savoir. C'est croire que seules les disciplines "rentables" méritent leur place. C'est oublier que l'éducation ne consiste pas à remplir des cases, mais à éveiller des consciences. C'est ignorer que ce qui semble inutile à court terme peut s'avérer profondément formateur à long terme.

Choisir la richesse

Maintenir le grec ancien dans le cursus scolaire n'est donc pas un caprice académique. C'est un choix fort, un engagement pour une école ouverte, ancrée dans une culture partagée, développant la rigueur. C'est aussi une confiance envers les élèves, que l'on croit capables de curiosité, d'effort, de profondeur. Car ce qui est difficile n'est pas forcément inaccessible; ce qui est ancien n'est pas forcément dépassé.

Quel sens voulons-nous donner à l'école? Voulons-nous une formation purement utilitariste, orientée vers la seule employabilité? Ou croyons-nous encore que l'école doit former des citoyens capables de penser, de douter, de comprendre ce qui les entoure?

Il ne s'agit pas de faire du grec une obligation pour tous, mais de continuer à l'offrir à celles et ceux qui souhaitent l'explorer. De permettre à cette langue de continuer à faire ce qu'elle fait depuis des siècles: former des esprits libres, exigeants, éveillés. Il est encore temps de choisir la richesse contre la réduction, la transmission contre l'oubli, l'intelligence contre la facilité. Et dans ce choix, le grec ancien a toute sa place.

→ (*) Les signataires sont: Simon Bertleff, Valérie Boeckmans, Félix Borsu, Hélène Bourgois, Laurie Brodtkom, Cécile Brulard, Chloé Campion, Bénédicte Cardinal, Nathalie-Maude Chevalier, Elodie Claude, Grégory Clesse, Florence Colin, Justine Demolder, Charles Doyen, Cédric Du Four, Yves Dupuich, Sarah Fafchamps, François-Xavier Folie, Anne Francis, Céline Henin, Virginie Ivens, Alyzée Joret, Aaron Kachuck, Audrey Mathys, Nicolas Meunier, Aurore Morhet, Romain Pirotte, Fabienne Ponsar, Laurence Posière, France Raviart, Aline Smeesters, Cécile van Nuffel, Coralie Verraghenne, Frédéric Wacquier et Didier Xhardez.

CHRONIQUE

À quand un véritable débat éthique sur les missions régaliennes de l'État?

■ La question n'est pas de savoir ce que l'État peut faire au maximum, mais ce qu'il doit faire, minimalement et fondamentalement.



Ruben Terry

Diplômé en études européennes de la KU Leuven (orientation sciences politiques)

En 2025, plusieurs contours du débat contemporain sur les missions régaliennes de l'État sont à nouveau apparus avec une certaine clarté. Il a été question des fameux *bons frigo* de la ministre flamande Melissa Depraetere (Vooruit), de certains infirmiers indépendants hautement spécialisés qui exploitent un système de soins généreux pour entreprendre sans risque, ainsi que des subsides accordés à une multitude d'ASBL encore trop souvent répartis selon les logiques héritées de la pilatisation, sans que cela serve réellement le *bien commun*.

Mais qu'est-ce, au fond, que ce *bien commun*? Il s'agit d'une question éthique que nous n'osons plus poser depuis longtemps, tant elle est éclipsée par les deux grands vainqueurs idéologiques de l'Europe d'après-guerre: la social-démocratie et le libéralisme.

Très schématiquement, la première est animée par une quasi-obsession préventive: l'État y devient l'assureur total, un véritable *nanny state*. Le second, à l'inverse, tend vers l'idéal de *Galt's Gulch* (Ayn Rand), autrement dit l'État minimal ou État gendarme. Or, chacun de ces modèles conduit, à sa manière, à ce qu'Alexis de Tocqueville avait déjà senti. Le premier engendre un *despotisme doux*, fait de règles étouffantes qui encadrent la pensée et l'action afin de forcer une pseudo-nature qui n'existe pas. Le second débouche sur une *tyrannie douce*, où l'on doit espérer que l'individu soit doté d'une conscience morale innée, faute de quoi la société se mue en *Far West* hobbesien, livré à l'arbitraire et à l'irréversibilité.

C'est précisément pour cette raison qu'il nous faut extraire le débat sur les missions de l'État du champ idéologique et l'ancrer résolument dans le champ éthique, avec sa terminologie propre. La question n'est pas de savoir ce que l'État peut faire au maximum, mais ce qu'il doit faire, minimalement et fondamentalement.

Lorsque l'on observe aujourd'hui les principaux postes de dépenses de l'État belge – la sécurité sociale et les pensions – il est difficile d'échapper à l'impression que la Belgique a progressivement adopté, depuis la Seconde

Guerre mondiale, une éthique prioritariste. Le prioritarisme affirme que les bénéfices ont d'autant plus de poids moral qu'ils profitent aux personnes les plus défavorisées.

Cela sert-il encore le bien commun?

Cette intention morale crédible a toutefois entraîné un déplacement des priorités (budgétaires): les missions traditionnelles de l'État – infrastructures, industrie, défense et justice – ont progressivement cédé le pas à la sécurité sociale, aux pensions et à l'enseignement. Or, la question se pose aujourd'hui de savoir si cette orientation sert encore légitimement le *bien commun*, au regard des défis majeurs qui touchent l'ensemble de la population belge: la sécurité énergétique (infrastructures), la menace militaire (défense) et une prospérité devenue structurellement fragile (industrie).

Ces enjeux ne constituent pas des conditions d'optimisation de l'existence, mais bien des conditions existentielles de possibilité de toute vie en société, contrairement à la sécurité sociale, aux pensions et à l'enseignement, qui façonnent l'existence sans en garantir la possibilité même.

Dès lors, la question centrale devient la suivante: comment concilier la bonne volonté originelle des "nouvelles" missions de l'État avec la nécessité incontournable des missions fondamentales historiques?

C'est ici que le proportionnalisme offre une piste féconde. Cette théorie éthique propose de pondérer les règles morales à l'aune des situations concrètes et d'autoriser des exceptions lorsqu'un motif proportionné le justifie. Le proportionnalisme considère qu'un acte n'est ni intrinsèquement bon ni mauvais, mais moralement juste ou injuste selon le contexte, l'intention et la balance entre valeur et préjudice.

À l'heure de la *Zeitenwende* que nous traversons, le débat sur les missions régaliennes de l'État doit donc être mené sur des bases fondamentalement éthiques. Les notions de *bon sens*, de *bien commun* et d'*intérêt général* doivent être reconsidérées à l'aune des défis éthiques contemporains.